

**Art. 42.** Dit decreet treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* met uitzondering van de bepalingen betreffende de opdrachten bedoeld in de wet van 16 april 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen; deze bepalingen treden in werking op de dag waar de goederen, het personeel, de rechten en verplichtingen van het Rijksfonds voor de sociale reclassering van de minder-validen aan de Duitstalige Gemeenschap worden overgedragen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Eupen, 19 juni 1990.

Voorzitter van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap,

J. MARAITE

Gemeenschapsminister van Onderwijs, Vorming, Culturele Animatie en Media,

B. FAGNOUL

Gemeenschapsminister van Jeugd, Sport, Volwassenenvorming en Sociale Aangelegenheden,

M. GROSCH

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F 90 — 2820

**5 JUILLET 1990.** — Arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif au financement, au budget, au personnel et au contrôle du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation à Saint-Vith

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du Conseil régional wallon du 16 décembre 1988 portant création de l'Office régional de l'emploi, notamment l'article 33, 5°;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 1<sup>er</sup> mars 1990 fixant le nombre et le ressort territorial des services subrégionaux de l'emploi, notamment l'article 1<sup>er</sup>;

Vu l'accord du 25 avril 1990 relatif à la création d'un comité subrégional de l'emploi et de la formation par la Région wallonne sur le territoire de la Communauté germanophone;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 mai 1990 portant création d'un Comité subrégional de l'emploi et de la formation dans le ressort territorial du service subrégional de Saint-Vith;

Vu l'avis conforme de l'Exécutif de la Communauté germanophone;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est impératif d'installer le Comité subrégional de l'emploi et de la formation de Saint-Vith en même temps que les Comités subrégionaux de l'emploi et de la formation créés conjointement avec la Communauté française en vertu de l'accord de coopération passé le 24 novembre 1989;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi, chargé de la rénovation rurale, de la conservation de la nature et des zones industrielles,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Des subventions de fonctionnement et du budget

**Article 1<sup>er</sup>.** Les frais de fonctionnement du Comité subrégional de l'emploi et de la formation de Saint-Vith, ci-après dénommé le Comité subrégional, sont pris en charge par la Région wallonne à concurrence de la moitié.

Les subventions de fonctionnement sont mises à la disposition du comité subrégional en quatre tranches trimestrielles d'un montant égal à payer au plus tard le vingtième jour de chaque trimestre.

**Art. 2.** Pour chaque année civile, au plus tard pour le 1<sup>er</sup> octobre qui précède l'exercice, le Comité subrégional établit son budget.

**Art. 3.** Le projet de budget est soumis à l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne. Cet avis est rendu pour le 1<sup>er</sup> novembre au plus tard.

**Art. 4.** Le défaut d'approbation du budget par l'Exécutif de la Région wallonne ou le défaut d'avis de l'Exécutif de la Communauté germanophone visé à l'article 14 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 mai 1990 portant création d'un Comité subrégional de l'emploi et de la formation dans le ressort territorial de la Communauté germanophone, pour le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice, ne fait pas obstacle à l'utilisation des subventions prévues au projet de budget, pour autant qu'il s'agisse de dépenses déjà autorisées par le budget de l'année précédente.

Ces subventions ne pourront dépasser le montant du dernier budget approuvé et ce proportionnellement à la période à laquelle ces crédits se rapportent.

#### CHAPITRE II. — Des subventions spécifiques

**Art. 5.** La Région wallonne et la Communauté germanophone peuvent accorder au Comité subrégional des subventions spécifiques pour des actions déterminées.

Le Comité subrégional peut recevoir des subventions provenant d'autres pouvoirs publics.

**Art. 6.** Le Comité subrégional peut également recevoir des subventions relevant de l'initiative privée.

CHAPITRE III. — *Du personnel*

**Art. 7.** Le fonctionnement du Comité subrégional est assuré par trois agents au minimum sur lesquels le Comité subrégional aura marqué son agrément. Ce personnel comporte un agent de niveau 1, un agent de niveau 2 et un agent de niveau 3.

Ces agents, qui seront mis à la disposition du Comité subrégional, sont recrutés ou détachés par des organismes créés ou subventionnés par les pouvoirs publics.

**Art. 8.** Le Comité subrégional conclut avec les organismes qui ont mis du personnel à sa disposition des conventions fixant notamment les modalités de remboursement des frais de personnel.

**Art. 9.** Les agents du Comité subrégional sont placés sous l'autorité de son président.

CHAPITRE IV. — *Du contrôle et de la comptabilité*

**Art. 10.** Les délégués prévus à l'article 13 de l'arrêté visé à l'article 4 du présent arrêté peuvent prendre un recours auprès de leur Ministre respectif contre toute décision contraire à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon visé ci-dessus, au présent arrêté, ou contre toute décision concernant la gestion administrative et financière des moyens provenant du financement par les pouvoirs publics.

Le recours est suspensif, il s'exerce dans un délai de quatre jours francs qui court à partir du jour de la réunion où la décision a été prise si le délégué avait été régulièrement convoqué; dans le cas contraire à partir du jour où il en a pris connaissance.

Si dans un délai de vingt jours francs commençant le même jour que le délai fixé à l'alinéa précédent, le Ministre saisi du recours n'a pas décidé l'annulation, la décision suspendue peut être exécutée.

**Art. 11.** L'octroi et l'emploi des subventions destinées au fonctionnement du Comité subrégional ainsi qu'au financement des actions spécifiques entreprises sont soumis au contrôle des administrations communautaire et régionale, selon les modalités de l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1987.

En outre, la Cour des comptes est habilitée à procéder à l'examen des justificatifs de dépenses sur pièces et sur place.

**Art. 12.** Le Comité subrégional est soumis au plan comptable minimum normalisé prévu par l'arrêté royal du 12 septembre 1983. L'agent de niveau 1 visé à l'article 7 du présent arrêté est ordonnateur des dépenses, l'agent de niveau 2 en est le comptable.

**Art. 13.** Dans le cas où un réviseur est désigné conformément à l'article 14 de l'arrêté visé à l'article 4 du présent arrêté, il contrôle les comptes du Comité subrégional et en certifie l'exactitude et la sincérité. Il peut prendre connaissance de tous livres et documents, de la correspondance, des procès-verbaux et de toute écriture en général.

Il vérifie la consistance des biens et des fonds dont le Comité subrégional a l'usage ou la gestion sans jamais pouvoir s'immiscer dans la gestion de celui-ci.

Il adresse aux Exécutifs un rapport à l'occasion de l'établissement du compte annuel du Comité subrégional.

Il leur signale en outre toute négligence, irrégularité ou toute situation de nature à compromettre l'équilibre financier du Comité subrégional.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

**Art. 14.** Il est alloué au président du Comité subrégional et au président de la Commission emploi-formation-enseignement prévue à l'article 8 de l'arrêté visé à l'article 4 du présent arrêté une indemnité forfaitaire de 1 500 francs, ainsi que le remboursement des frais réels de déplacement équivalent à un titre de transport par chemin de fer en 1<sup>re</sup> classe par réunion à laquelle ils assistent.

Il est alloué aux membres du Comité subrégional une indemnité forfaitaire de 500 francs, ainsi que le remboursement des frais réels de déplacement équivalent à un titre de transport par chemin de fer en 1<sup>re</sup> classe par réunion à laquelle ils assistent.

**Art. 15.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication.

**Art. 16.** Le Ministre ayant l'emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 5 juillet 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé de l'économie, des P.M.E.  
et de la fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Emploi, chargé de la rénovation rurale, de la conservation de la nature  
et des zones industrielles,

E. HISMANS

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D 90 — 2820

5. JÜLI 1990. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive über die Finanzierung, den Haushalt, das Personal und die Kontrolle des Subregionalen Ausschusses für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung Sankt Vith

Aufgrund des Dekretes des Wallonischen Regionalrates vom 16. Dezember 1988 zur Errichtung des Regionalen Amtes für Arbeitsbeschaffung, insbesondere des Artikels 33, 5°;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 1. März 1990 zur Bestimmung der Zahl und der örtlichen Zuständigkeit der Subregionalen Dienststellen für Arbeitsbeschaffung, insbesondere des Artikels 1;

Aufgrund des Abkommens vom 25. April 1990 über die Schaffung eines Subregionalen Ausschusses für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung durch die Wallonische Region auf dem Gebiet der Deutschsprachigen Gemeinschaft;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines Subregionalen Ausschusses für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung im Zuständigkeitsgebiet der Subregionalen Dienststelle für Arbeitsbeschaffung von Sankt Vith;

Aufgrund des gleichlautenden Gutachtens der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass es wichtig ist, den Subregionalen Ausschuss für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung Sankt-Vith zur gleichen Zeit wie die Subregionalen Ausschüsse für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung, die aufgrund des am 24. November 1989 geschlossenen Abkommens über die Zusammenarbeit gemeinsam mit der Französischen Gemeinschaft geschaffen worden sind, einzusetzen;

Auf Vorschlag des Ministers für Beschäftigung, beauftragt mit der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur und den Industriezonen.

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

#### KAPITEL I. — Subventionen für die laufenden Verwaltungskosten und für den Haushalt

**Artikel 1.** Die laufenden Verwaltungsausgaben des Subregionalen Ausschusses für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung Sankt Vith, der nachstehend « der Subregionale Ausschuss » genannt wird, werden bis zu der Hälfte durch die Wallonische Region getragen.

Die Subventionen für die laufenden Verwaltungskosten werden dem subregionalen Ausschuss in vier vierteljährlichen gleichen Teilbeträgen zur Verfügung gestellt, die spätestens am 20. Tag eines jeden Vierteljahres zu zahlen sind.

**Art. 2.** Für jedes Kalenderjahr stellt der subregionale Ausschuss seinen Haushalt spätestens für den 1. Oktober auf, der dem Haushaltsjahr voraufgeht.

**Art. 3.** Der Haushalt untersteht dem Gutachten des Wirtschaft- und Sozialrates der Wallonischen Region. Dieses Gutachten wird spätestens für den 1. November abgegeben.

**Art. 4.** Im Fall, dass die Genehmigung des Haushalts durch die Wallonische Regionalexekutive oder das Gutachten der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft, das in Artikel 14 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines subregionalen Ausschusses für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung im Zuständigkeitsgebiet der Deutschsprachigen Gemeinschaft erwähnt ist, für den 1. Januar des Haushaltsjahres fehlen, verhindert dies nicht die Verwendung der vorgesehenen Subventionen, insofern es sich um Ausgaben handelt, welche durch den Haushalt des vorigen Jahres zugelassen worden sind.

Diese Subventionen dürfen den Betrag des letzten genehmigten Haushalts nicht überschreiten und dies im Verhältnis zu der Periode, auf welche diese Krediten sich beziehen.

#### KAPITEL II. — spezifische Subventionen

**Art. 5.** Die Wallonische Region und die Deutschsprachige Gemeinschaft können dem subregionalen Ausschuss spezifische Subventionen für bestimmte Tätigkeiten gewähren.

Der subregionale Ausschuss kann Subventionen anderer öffentlichen Behörden entgegennehmen.

**Art. 6.** Der subregionale Ausschuss kann auch private Subventionen entgegennehmen.

#### KAPITEL III. — Das Personal

**Art. 7.** Der Dienstbetrieb des subregionalen Ausschusses wird von mindestens drei Bediensteten gewährleistet, die von dem subregionalen Ausschuss zugelassen werden. Das Personal umfasst einen Bediensteten der Stufe 1, einen Bediensteten der Stufe 2 und einen Bediensteten der Stufe 3.

Diese Bediensteten, die dem subregionalen Ausschuss zur Verfügung gestellt werden, werden durch Einrichtungen eingestellt oder vorübergehend zugeteilt, die durch die öffentlichen Behörden geschaffen oder subventioniert sind.

**Art. 8.** Der subregionale Ausschuss schliesst Vereinbarungen über u.a. die Modalitäten der Rückzahlung der Personalkosten mit den Einrichtungen ab, die das Personal zu seiner Verfügung gestellt haben.

**Art. 9.** Die Bediensteten des subregionalen Ausschusses sind seinem Präsidenten unterstellt.

#### KAPITEL IV. — Die Kontrolle und die Buchhaltung

**Art. 10.** Die im Artikel 13 des im Artikel 4 des vorliegenden Erlasses erwähnten Vertreter können bei ihrem jeweiligen Minister Einspruch erheben gegen jeglichen Beschluss, der gegen den obenerwähnten Erlass der Wallonischen Region, den vorliegenden Erlass verstösst oder gegen jeglichen Beschluss betreffend die administrative und finanzielle Verwaltung der Geldmittel der öffentlichen Behörden.

Der Einspruch ist aufschiebend und hat Wirkung innerhalb einer Frist von 4 Tagen ab dem Tag der Versammlung, an welcher der Beschluss genommen worden ist, wenn der Delegierte ordnungsgemäss einberufen worden war; andernfalls ab dem Tag, an dem er davon Kenntnis genommen hat.

Wenn in einer Frist von 20 Tagen, die ab demselben Tag wie die in vorigem Absatz festgelegte Frist beginnt, der Minister, dem der Einspruch vorgelegt wird, die Aufhebung nicht beschlossen hat, so kann der ausgesetzte Beschluss ausgeführt werden.

**Art. 11.** Die Gewährung und die Verwendung der Subventionen, die zum Dienstbetrieb des subregionalen Ausschusses und zur Finanzierung der unternommenen spezifischen Tätigkeiten bestimmt sind, sind der Kontrolle der Verwaltung der Gemeinschaft und derjenigen der Region, gemäss den Modalitäten des Königlichen Erlasses Nr. 5 vom 18. April 1987, unterstellt.

Ausserdem ist der Rechnungshof befugt die Ausgabenbelege anhand der Unterlagen an Ort und Stelle zu prüfen.

**Art. 12.** Der subregionale Ausschuss ist dem durch Königlichen Erlass vom 12. September 1983 erwähnten minimalen Normalkontenplan unterstellt. Der in Artikel 7 des vorliegenden Erlasses erwähnte Bedienstete der Stufe 1 ist Anordnungsbefügter, der Bedienstete der Stufe 2 ist der Buchführer.

**Art. 13.** Im Fall, dass gemäss Artikel 14 des im Artikel 4 des vorliegenden Erlasses erwähnten Erlasses ein Revisor bezeichnet wird, kontrolliert er die Konten des subregionalen Ausschusses und beglaubigt deren Genauigkeit und Aufrichtigkeit. Er kann Kenntnis von allen Büchern und Unterlagen, von der Korrespondenz, von den Protokollen und von jedem Schriftstück im allgemeinen nehmen.

Er prüft die Zusammensetzung der Güter und Fonds nach, mit deren Gebrauch oder Verwaltung der subregionale Ausschuss beauftragt ist, ohne sich niemals zu dessen Verwaltung einmischen zu dürfen.

Anlässlich der Aufstellung der jährlichen Rechnung des subregionalen Ausschusses übermittelt er den Exekutiven einen Bericht.

Ausserdem weist er sie auf jede Nachlässigkeit, Unregelmässigkeit oder jede Lage hin, die das finanzielle Gleichgewicht des subregionalen Ausschusses gefährden könnten.

Die mit der Kontrolle der Konten verbundenen Kosten sind zu Lasten des subregionalen Ausschusses.

#### KAPITEL V. — *Schlussbestimmungen*

**Art. 14.** Dem Präsidenten des subregionalen Ausschusses und dem Präsidenten der in Artikel 8 des in Artikel 4 des vorliegenden Erlasses erwähnten Erlasses vorgesehenen Arbeitsbeschaffungs-, Ausbildungs- und Unterrichtskommission wird eine Pauschalvergütung von 1 500 BF, sowie die Rückzahlung der effektiven Fahrtkosten, die einem Fahrausweis in erster Klasse entspricht, pro Tagung, an der sie teilnehmen, gewährt.

Den Mitgliedern des subregionalen Ausschusses wird eine Pauschalvergütung von 500 BF, sowie die Rückzahlung der effektiven Fahrtkosten, die einem Fahrausweis in erster Klasse entspricht, pro Tagung, an der sie teilnehmen, gewährt.

**Art. 15.** Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung in Kraft.

**Art. 16.** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 5. Juli 1990.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Beschäftigung, beauftragt mit der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur und den Industriezonen,

E. HISMANS

VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N 90 — 2820

**5 JULI 1990.** — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve betreffende de financiering, de begroting, het personeel van en het toezicht op het subregionaal comité voor arbeidsbemiddeling en vorming Sankt Vith

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 16 december 1988 houdende oprichting van de gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling, inzonderheid op artikel 33, 5°;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 1 maart 1990 tot vaststelling van het aantal en van het ambtsgebied van de subregionale diensten voor arbeidsbemiddeling, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het akkoord betreffende de instelling van een subregionaal comité voor arbeidsbemiddeling en vorming door het Waalse Gewest op het grondgebied van de Duitstalige gemeenschap, ondertekend op 25 april 1990;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 31 mei 1990 tot instelling van een subregionaal comité voor arbeidsbemiddeling en vorming in het ambtsgebied van de subregionale dienst voor arbeidsbemiddeling Sankt Vith;

Gelet op het eensluidend advies van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegend dat het geboden is het subregionaal comité voor arbeidsbemiddeling en vorming Sankt Vith in te stellen tegelijkertijd met de subregionale comités voor arbeidsbemiddeling en vorming samen opgericht met de Franse Gemeenschap krachtens het op 24 november 1989 verleden samenwerkingsakkoord;

Op de voordracht van de Minister voor tewerkstelling, belast met de landinrichting, het natuurbehoud en de industriegebieden,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *De werkingstoelagen en de begroting*

**Artikel 1.** De werkingskosten van het subregionaal comité voor arbeidsbemiddeling en vorming Sankt Vith; hierna volgend het subregionaal comité genoemd, worden voor de helft voor rekening van het Waalse Gewest genomen.

De werkingstoelagen worden ter beschikking van het subregionaal comité gesteld in vier driemaandelijke schijven van een gelijk bedrag die laatstens op de twintigste dag van elke trimester moeten uitbetaald worden.

**Art. 2.** Voor elk kalenderjaar maakt het subregionaal comité zijn begroting op ten laatste op 1 oktober dat het begrotingsjaar voorafgaat.

**Art. 3.** Het begrotingsontwerp wordt voor advies aan de economische en sociale raad van het Waalse Gewest voorgelegd. Dit advies moet ten laatste op 1 november gegeven worden.

**Art. 4.** Het verzuim van goedkeuring van de begroting door de Executieve van het Waalse Gewest of het verzuim van advies van de Executieve van de Duitstalige gemeenschap bedoeld in artikel 14 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 31 mei 1990 tot instelling van een subregionaal comité voor arbeidsbemiddeling en vorming in het ambtsgebied van de subregionale dienst voor arbeidsbemiddeling Sankt Vith, voor 1 januari van het begrotingsjaar, belet niet dat de in het begrotingsontwerp voorziene toelagen gebruikt worden voor zover het betrekking heeft op reeds in de begroting van vorig jaar toegestane uitgaven.

Deze toelagen mogen niet hoger zijn dan het bedrag van de vorige goedgekeurde begroting en naar verhouding met de periode waarop deze kredieten betrekking hebben.

#### HOOFDSTUK II. — *De specifieke toelagen*

**Art. 5.** Het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap kunnen voor bepaalde acties specifieke toelagen aan het subregionaal comité toestaan.

Het subregionaal comité kan toelagen van andere overheden ontvangen.

**Art. 6.** Het subregionaal comité kan ook toelagen van de privé sector ontvangen.

#### HOOFDSTUK III. — *Het personeel*

**Art. 7.** De werking van het subregionaal comité is verzekerd door minstens drie ambtenaren die door het subregionaal comité erkend zullen worden. Dit personeel bestaat uit één ambtenaar van niveau 1, één ambtenaar van niveau 2 en één ambtenaar van niveau 3.

Deze ambtenaren die ter beschikking van het subregionaal comité zullen gesteld worden, worden aangeworven of gedetacheerd door instellingen opgericht of gesubsidieerd door de overheid.

**Art. 8.** Het subregionaal comité sluit overeenkomsten met de instellingen die personeel ter zijne beschikking gesteld hebben waarbij de terugbetalingsmodaliteiten van de personeelskosten onder meer worden vastgesteld.

**Art. 9.** De ambtenaren van het subregionaal comité staan onder het gezag van zijn voorzitter.

#### HOOFDSTUK IV. — *Het toezicht en de boekhouding*

**Art. 10.** De afgevaardigden voorzien in artikel 13 van het besluit bedoeld in artikel 4 van onderhavig besluit kunnen beroep indienen bij hun respectievelijke Ministers tegen elke beslissing die tegenstrijdig is met het hierboven vermelde besluit van de Waalse Gewestexecutieve, met onderhavig besluit of met elke beslissing betreffende het administratief en financieel beheer van de middelen voortkomend uit de financiering door de overheid.

Het beroep is schorsend, het wordt ingesteld binnen een termijn van vier vrije dagen vanaf de dag van de vergadering tijdens dewelke de beslissing genomen werd indien de afgevaardigde regelmatig opgeroepen zou zijn; in tegenovergesteld geval, vanaf de datum waarop hij kennis ervan genomen heeft.

Indien de Minister bij wie het beroep aanhangig is de nietigheid niet besloten heeft binnen een termijn van twintig vrije dagen die ingaat op dezelfde dag dan de in het vorig lid vastgesteld termijn, kan de geschorste beslissing uitgevoerd worden.

**Art. 11.** De toekenning en het gebruik van de toelagen bestemd voor de werking van het subregionaal comité alsmede voor de financiering van de ondernomen specifieke acties worden volgens de modaliteiten van het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967 aan het toezicht van de gemeenschappelijke en gewestelijke administraties onderworpen.

Bovendien is het Rekenhof gemachtigd over te gaan tot het onderzoek van de uitgavenbewijzen op voorlegging van de bewijsstukken en ter plaatse.

**Art. 12.** Het subregionaal comité is onderworpen aan het bij koninklijk besluit van 12 september 1983 voorziene minimumindeling van een algemeen rekeningstelsel. De in artikel 7 van onderhavig besluit bedoelde ambtenaar van niveau 1 is ordonnateur van de uitgaven, de ambtenaar van niveau 2 is de boekhouder ervan.

**Art. 13.** Indien een revisor aangesteld wordt overeenkomstig artikel 14 van het besluit vermeld in artikel 4 van onderhavig besluit houdt hij toezicht op de rekeningen van het subregionaal comité en bevestigt hij de nauwkeurigheid en de echtheid ervan. Hij mag kennisnemen van alle boeken en stukken, van de briefwisseling, van de processen-verbaal en van alle bescheiden in 't algemeen.

Hij controleert de omvang van de goederen en van de fondsen die door het subregionaal comité gebruikt of beheerd worden zonder zich ooit in het beheer van het comité te kunnen inmengen.

Hij richt een verslag aan de Executieve bij het opstellen van de jaarlijkse rekening van het subregionaal comité.

Hij geeft hun ook kennis van elke nalatigheid, onregelmatigheid of van elke toestand van aard het financieel evenwicht van het subregionaal comité te bedreigen.

De aan het toezicht op de rekeningen verbonden kosten worden voor rekening van het subregionaal comité gebracht.

#### HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

**Art. 14.** Aan de voorzitter van het subregionaal comité en aan de voorzitter van de commissie tewerkstelling, vorming- onderwijs vermeld in artikel 8 van het besluit bedoeld in artikel 4 van onderhavig besluit worden een forfaitair vergoeding van 1 500 franken toegekend, alsmede de terugbetaling van de werkelijke verplaatsingskosten gelijk aan een vervoerbiljet per spoorweg in eerste klasse per vergadering waaraan zij deelnemen.

Aan de leden van het subregionaal comité worden een forfaitaire vergoeding van 500 franken toegekend, alsmede de terugbetaling van de werkelijke verplaatsingskosten gelijk aan een vervoerbiljet per spoorweg in eerste klasse per vergadering waaraan zij deelnemen.

Art. 15. Dit besluit wordt van kracht op de dag van zijn bekendmaking.

Art. 16. De Minister tot wiens bevoegdheden de tewerkstelling behoort wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Besloten te Namen, op 5 juli 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met Economie, K.M.O's  
en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister voor Tewerkstelling, belast met Landinrichting, Natuurbehoud en Industriegebieden,

E. HISMANS

F 90 — 2821

13 SEPTEMBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif autorisant la pêche de tous poissons, à l'exception de la truite, dans le lac de Neufchâteau, au moyen de deux lignes à main manœuvrées du bord de l'eau pendant les mois d'octobre, de novembre et de décembre des années 1990, 1991, 1992, 1993 et 1994

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi du 1er juillet 1954 sur la pêche fluviale et notamment l'article 14;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 24 novembre 1988 portant exécution de la loi du 1er juillet 1954 sur la pêche fluviale, notamment l'article 9;

Vu la requête introduite le 11 juin 1990 par la société de pêche « La Chestrolaise » tendant à faire prolonger la période d'ouverture de la pêche dans le lac de Neufchâteau;

Vu l'avis favorable du Service forestier local;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi ordinaire du 9 août 1989;

Vu l'urgence;

Considérant le caractère cyprinicole de ce lac et la nécessité de rencontrer au plus tôt les intérêts halieutiques et touristiques de la région concernée;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi, chargé de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles pour la Région wallonne;

Arrête :

Article 1er. Sans préjudice des dispositions de l'article 7 de l'arrêté de l'Exécutif du 24 novembre 1988 portant exécution de la loi du 1er juillet 1954 sur la pêche fluviale, par dérogation aux dispositions de l'article 9 de cet arrêté, il est permis de pêcher tous poissons, à l'exception de la truite, dans le lac de Neufchâteau au moyen de deux lignes à main, manœuvrées du bord de l'eau pendant les mois d'octobre, de novembre et de décembre des années 1990, 1991, 1992, 1993 et 1994.

Art. 2. Les truites qui viendraient à être capturées seront immédiatement rejetées à l'eau.

Namur, le 13 septembre 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,  
chargé de l'Economie, des PME et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Emploi, chargé de la Rénovation rurale,  
de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles pour la Région wallonne,

E. HISMANS

#### ÜBERSETZUNG

D 90 — 2821

13. SEPTEMBER 1990. — Erlass der Exekutive, durch den der Fang aller Fische mit Ausnahme der Forelle im See von Neufchâteau mit zwei Angeln vom Ufer aus während der Monate Oktober, November und Dezember der Jahre 1990, 1991, 1992, 1993 und 1994 zeitweilig erlaubt wird

Aufgrund des Gesetzes vom 1. Juli 1954 über die Flussfischerei und insbesondere des Artikels 14;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 24. November 1988 zur Ausführung des Gesetzes vom 1. Juli 1954 über die Flussfischerei, insbesondere des Artikels 9;

Aufgrund des am 11. Juni 1990 eingereichten Antrags der Angelgesellschaft « La Chestrolaise », der darauf abzielt, die Öffnungszeit des Fischfanges im See von Neufchâteau zu verlängern;

Aufgrund des günstigen Gutachtens des örtlichen Forstdiensts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das ordentliche Gesetz vom 9. August 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass dieser See Karpfenfische enthält und, dass es notwendig ist, so schnell wie möglich den den Fischfang betreffenden und Fremdenverkehrsinteressen des betroffenen Gebiets entgegenzugehen;